



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
à l'arrêté préfectoral n°43 du 03 avril 2002, modifiant les horaires d'exploitation
de l'installation appartenant à la société ROSSI, située n°80, chemin de Beauchamp
sur la commune de Monteux (84170)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'environnement notamment son livre 1^{er} et son livre V ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 43 du 03 avril 2002 autorisant la société ROSSI à exploiter une installation de récupération, achat, traitement, conditionnement, vente de fers, ferrailles, métaux ferreux et vieux matériels ainsi que le commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2015105-0001 du 15 avril 2015, complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°43 du 03 avril 2002 ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2001 dans lequel les horaires du site en fonctionnement normal sont mentionnés ;
- VU** le dossier de porter à connaissance déposé par la société ROSSI le 20 septembre 2024 dans lequel elle sollicite une évolution des horaires de fonctionnement du site de Monteux (84170) ;
- Vu** les compléments apportés par l'exploitant le 21 janvier 2025 et le 29 janvier 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 24 mars 2025 transmis à la société ROSSI par courrier du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral du 03 avril 2002, modifiant les horaires d'exploitation de l'installation appartenant à la société ROSSI, située sur la commune de Monteux (84170), porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 27 mars 2025 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant suite aux transmissions susmentionnées ;

CONSIDÉRANT que les horaires initialement mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2001 ne sont plus en cohérence avec la réalité du terrain (du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00) ;

CONSIDÉRANT que les nouveaux horaires demandés permettent une meilleure gestion des flux de déchets ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de ne pas dépasser l'horaire de 19h00 ;

CONSIDÉRANT que le trafic routier n'est pas modifié mais uniformément réparti sur la journée ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'entraîne pas une augmentation de la capacité de production ni les volumes de déchets autorisés sur le site ;

CONSIDÉRANT que des mesures de surveillance sont mises en œuvre pendant et en dehors des horaires administratifs (de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00) ;

CONSIDÉRANT que les études de bruit réalisées en période diurne (rapport APAVE n°134131153-001-2 du 20 juin 2024) et nocturne (rapport APAVE n° 134258762-001-2 du 28 juin 2024) respectent les valeurs limites réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il s'avère nécessaire de compléter l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir des prescriptions supplémentaires afin d'encadrer le risque incendie et les éventuelles dérives liées au bruit (plaintes) ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de délivrer un arrêté préfectoral complémentaire dans les formes prévues à l'article L.181-14 du Code de l'environnement

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société ROSSI, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont le siège social est situé n°80, chemin de Beauchamp, Zone Industrielle de Beauchamp sur la commune de Monteux (84170), est tenue, pour son installation localisée à la même adresse, de respecter les dispositions des articles suivants dans le cadre de la modification des horaires de fonctionnement du site portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 2

Les horaires de fonctionnement sont comme suit :

- du lundi au vendredi de 06h00 à 19h00 ;
- tous les samedis de 6h00 à 19h00 uniquement pour des opérations de maintenance et de réparation.

L'exploitant assure une surveillance de son site durant ces horaires de fonctionnement. Cette surveillance est détaillée dans une procédure écrite.

ARTICLE 3

Exceptionnellement, le site peut fonctionner 5 samedis par an pour les activités suivantes :

- le broyeur et la zone du site dite « Courant de Foucault » de 6h00 à 16h00,
- le pré-broyeur et la presse de 6h00 à 12h00.

Durant ces samedis, aucune réception de déchets, aucun chargement de matières n'ont lieu en provenance de l'extérieur. Seul un camion effectuant des transits est en circulation à l'intérieur du site uniquement.

L'exploitant assure une surveillance de son site durant cette activité exceptionnelle. Cette surveillance est détaillée dans une procédure écrite.

Pour cette activité exceptionnelle, l'exploitant informe l'inspection des installations classées au moins 48h00 avant.

ARTICLE 4

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 5

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

ARTICLE 6

À compter du 01 janvier 2026, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre une détection et une surveillance de son site conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

ARTICLE 7

Conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, l'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables, à compter du 01 janvier 2026, afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités définies dans ledit article.

ARTICLE 8

En cas de plaintes liées aux nuisances sonores, ou à tout moment sur demande de l'inspection, une étude de bruit spécifique peut être demandée durant la période de fonctionnement autorisée et celle exceptionnelle du samedi.

ARTICLE 9

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 10

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Monteux, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le **14 AVR. 2025**

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission,

Sébastien MAGGI

